



1^{er} mai 2021 déclaration de la FSU 41

Cher·e·s ami·e·s, cher·e·s Camarades,

C'est une grande joie de se retrouver, enfin, rassemblés ici pour le 1^{er} mai, journée internationale de fêtes et de luttes pour les droits des travailleurs et des travailleuses.

Depuis plus d'un an maintenant, nous vivons au rythme d'une pandémie et de mesures prises par un gouvernement qui navigue à vue, prend ses décisions seul, en tout cas sans débat démocratique. Notre démocratie, déjà fragilisée avant la crise sanitaire est aujourd'hui attaquée par le gouvernement et menacée par un ensemble de forces réactionnaires et d'extrême droite qui ont pignon sur rue et antenne ouverte dans les plus grands média, le plus souvent sans filtre et sans contradicteur. Il aura fallu plus d'une semaine au Gouvernement pour réagir à un appel au coup d'État d'une clique de généraux retraités et grabataires, soutenus dans leur démarche par les Le Pen, Dupont Aignan et tout ce que compte l'extrême droite dans notre pays. Voilà la réalité du rassemblement national et consorts. Leur soi disant dédramatisation et apparence d'un vernis social, pourtant incolore, n'a pu tromper que les plus naïfs. Jamais dans le monde l'extrême droite n'a défendu les libertés, bien au contraire !

En ce 1^{er} mai, la FSU réaffirme avec force que les luttes pour les droits des travailleurs sont indissociables de la lutte contre l'extrême droite et ses idées. Nulle part dans le monde, l'extrême droite au pouvoir n'a fait avancer le progrès social et les exemples sont nombreux : Pinochet au Chili, Franco en Espagne, Salazar au Portugal, Erdogan en Turquie, Orban en Hongrie, Bolsonaro au Brésil, Donald Trump aux États Unis, ou Pétain en France. Cette liste de pays qui ont connu de graves régressions sociales pourrait être bien plus longue et elle démontre à elle seule les dangers qui nous guettent.

Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans ce contexte. Inventant des problèmes qui n'existent pas, tel l'islamogauchisme à l'université, il s'engouffre dans un débat sur la laïcité en en falsifiant le principe. Dans le même temps, la majorité adopte deux lois iniques, l'une sur la sécurité globale, l'autre sur les principes républicains. Dans les deux cas, les thèses de l'extrême droite sont reprises pour justifier l'adoption de ces lois qui débouchent sur des reculs importants en matière de libertés civiles et visent à opposer les citoyens entre eux. Or on ne combat pas l'extrême droite en la copiant. Dès lors, comment croire que ce gouvernement et la majorité peuvent lui faire barrage ? En cherchant à cliver, à opposer les travailleurs d'où qu'ils viennent, il s'agit de détourner l'attention des conséquences d'une politique néo-libérale par définition anti-sociale. Pourtant, c'était promis-juré : au début de la pandémie, le Président avait affirmé tirer les leçons du passé, que le jour d'après ne serait pas un retour au jour d'avant.

Chassez le naturel, il revient au galop !

Pour les libéraux, le coûte que coûte du début a aujourd'hui un coût qu'il faudrait rembourser. Le plan de relance de 100 milliards d'euros présenté comme un effort énorme sert en fait à financer des projets déjà actés et budgétés, tel que le regroupement des services de l'État près de l'hôpital à Blois. Aujourd'hui, on apprend que ce plan est en fait intégré au plan de relance européen et que son financement dépend de la mise en place de « réformes » visant à diminuer la dépense publique. En clair, l'argent viendra si le gouvernement s'engage à faire passer sa réforme de l'assurance chômage et sa réforme des retraites. Une fois de plus, ce sont les salariés et les plus précaires qui sont amenés à régler la facture. Bruno Le Maire l'a d'ailleurs affirmé, Macron l'a confirmé : il n'est pas question d'augmenter les impôts, donc d'agir sur les recettes, mais uniquement sur les dépenses publiques : comprenez réduire les prestations sociales et affaiblir les services publics. C'est irresponsable, car en agissant ainsi, ils privent le pays des investissements nécessaires pour répondre aux enjeux sociaux et écologiques. Ils sacrifient l'avenir pour répondre aux désirs des actionnaires et des plus riches. Ils renforcent les inégalités qui sont le terreau de l'extrême droite.

C'est bel et bien le monde d'avant qui revient en force, avec son logiciel périmé qui a conduit à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, car c'est la conséquence des politiques libérales qui ne nous permet pas de faire face à l'épidémie. Il n'y a qu'à voir le sous investissement à l'hôpital ou dans la recherche publique pour comprendre pourquoi il n'y a pas de vaccins développés ici, en France. Si les services publics ont tenu et ont assumé leurs rôles, c'est grâce à l'engagement des agents qui se sont investis au-delà du raisonnable pour que le pays ne s'écroule pas. Ils et elles ont démontré leur capacité à trouver des solutions pour faire fonctionner les services et donc leur légitimité à participer à l'organisation des services publics. C'est pourquoi il faut abroger la Loi de transformation de la fonction publique qui attaque la Fonction publique et la démocratie.

Nous avons la responsabilité d'agir dès aujourd'hui pour construire un mouvement social d'ampleur. Il est temps de relever la tête, de construire les mobilisations dans l'unité la plus large possible pour obliger le pouvoir à répondre aux aspirations des salarié·e·s.

- Revaloriser le travail, c'est d'abord augmenter les salaires, assurer une protection sociale de haut niveau, financée par les cotisations sociales et gérée par les salariés.
- Revaloriser le travail, c'est également garantir un niveau de retraite suffisant pour vivre et non survivre après une vie de travail.
- Revaloriser le travail, c'est donner le droit au travail pour chacun et chacune, c'est garantir des emplois stables et c'est lutter contre le chômage. Dans la fonction publique, cela passe par des plans de recrutement massifs de fonctionnaires dans l'ensemble des services afin de répondre aux besoins de la population et de l'intérêt général.

Après ces moments confinés, il est temps de sortir, de reprendre le chemin des luttes et de la rue, non seulement pour s'opposer aux politiques réactionnaires et libérales, non seulement pour combattre l'extrême droite et ses idées, mais surtout pour obtenir des droits nouveaux, pour que, dans le monde d'après, l'humain soit mis au cœur de politiques sociales de progrès et émancipatrices.

Dans l'unité, la FSU sera de ces combats, avec l'ensemble des organisations et des salariés qui se mobiliseront pour la justice sociale et les droits de toutes et tous !